



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 juillet 2011  
Français  
Original: anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-quatrième session

### Compte rendu analytique de la 931<sup>e</sup> séance

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le jeudi 30 juin 2011, à 9 h 30.

*Président:* M. Wiwen-Nilsson.....(Suède)

## Sommaire

*Point de l'ordre  
du jour*

*Paragraphes*

4	Finalisation et adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics ( <i>suite</i> ) .....	1-30
---	--	------

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

V.11-84581 (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 11h 30.*

**Finalisation et adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (suite)** (A/CN.9/729 et Add.1 à 8)

1. **Le Président** dit comprendre que le groupe de rédaction a fini d'examiner le projet de loi type révisée.
2. Les propositions du groupe de rédaction au sujet desquelles la Commission n'émettra aucune suggestion de modification seront considérées comme acceptées par cette dernière.
3. Il invite le représentant de l'Autriche à présenter les propositions du groupe de rédaction.
4. **M. Fruhmenn** (Autriche) remercie ses collègues du groupe de rédaction pour l'esprit constructif dont ils ont fait preuve.
5. S'agissant du paragraphe 3 de l'article 10, le groupe de rédaction propose d'insérer les mots "entre autres, les éléments suivants:" entre "peut comprendre" et "spécifications" et de supprimer les mots "concernant notamment", tout en ajoutant dans le Guide pour l'incorporation des commentaires sur la "description de l'objet du marché".
6. Le groupe de rédaction propose de laisser l'article 13 en l'état, mais d'ajouter dans le Guide pour l'incorporation un commentaire concernant la ou les langues utilisées dans les documents.
7. Le groupe de rédaction propose un nouvel article, l'article 15 *bis*, qui serait le suivant:

**"Clarification des informations concernant les qualifications et des soumissions"**

1. À tous les stades de la procédure de passation de marché, l'entité adjudicatrice peut prier le fournisseur ou l'entrepreneur de donner des éclaircissements sur les informations concernant ses qualifications ou sur ses soumissions afin de faciliter la vérification des qualifications ou l'examen et l'évaluation des soumissions.
2. L'entité adjudicatrice corrige les erreurs purement arithmétiques découvertes durant l'examen des soumissions. Elle avise promptement de ces corrections le fournisseur ou

l'entrepreneur qui a présenté la soumission concernée.

3. Aucune modification de fond des informations concernant les qualifications ou d'une soumission (notamment une modification visant à qualifier un fournisseur ou entrepreneur non qualifié ou à rendre conforme une soumission non conforme) ne sera demandée, proposée ni autorisée.
4. Aucune négociation ne peut avoir lieu entre l'entité adjudicatrice et le fournisseur ou l'entrepreneur au sujet des informations concernant les qualifications ou au sujet des soumissions, ni aucune modification ne peut être apportée au prix, à la suite d'une demande d'éclaircissements en vertu du présent article.
5. Le paragraphe 4 du présent article ne s'applique pas aux propositions soumises en vertu des articles 48, 49, 50 ou 51 de la présente Loi.
6. Toutes les communications découlant de l'application du présent article sont versées au procès-verbal."
8. L'article 15 *bis* proposé, dont l'initiative revient à la délégation des États-Unis d'Amérique, traite des mêmes questions que le paragraphe 1 de l'article 42, qui serait donc supprimé, ce qui amènerait à renuméroter les paragraphes suivants de l'article 42, ainsi qu'à modifier la numérotation des articles auxquels renvoient les paragraphes 5 et 6 actuels dudit article et à remplacer les mots "du paragraphe 1 b) du présent article" figurant actuellement à alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 42 par les mots "paragraphe 2 de l'article 15 *bis*". Eu égard à l'article 15 *bis*, le groupe de rédaction propose aussi que le Guide pour l'incorporation explique plus en détail la différence entre les expressions "modification du prix" et "correction du prix".
9. **Le Président** considère que l'article 15 *bis* proposé rencontre l'agrément de la Commission.
10. **M. Fruhmenn** (Autriche) dit que le groupe de rédaction propose de modifier le libellé du paragraphe 2 de l'article 17 comme suit: "Si l'entité adjudicatrice ouvre une procédure de préqualification, elle fait publier une invitation à participer à la préqualification au niveau international, de sorte que

celle-ci soit largement accessible aux fournisseurs ou entrepreneurs internationaux.”

11. À cet égard, le groupe de rédaction propose de modifier le paragraphe 2 de l'article 32 comme suit: “L'invitation est également publiée au niveau international, de manière à être largement accessible aux fournisseurs ou entrepreneurs internationaux.”

12. **M<sup>me</sup> Miller** (Observatrice de la Banque mondiale) fait part de ses préoccupations concernant la proposition de modification du paragraphe 2 de l'article 32. Le nouveau texte proposé est moins précis et pourrait aider les entités adjudicatrices à exercer des discriminations à l'encontre des fournisseurs ou entrepreneurs étrangers.

13. Elle espère que, si la Commission accepte la modification proposée, le Guide pour l'incorporation expliquera clairement pourquoi il serait souhaitable de formuler des exigences plus précises concernant la langue et le support choisis pour la publication.

14. **M<sup>me</sup> Robert** (Observatrice de l'Organisation internationale de droit du développement), soutenant l'intervention de l'observatrice de la Banque mondiale, estime qu'il serait utile de donner dans le Guide pour l'incorporation des informations sur les options s'offrant aux pays qui n'auraient pas les moyens de publier une invitation au niveau international.

15. **Le Président** dit que la proposition de modification s'explique par le fait que le libellé actuel du paragraphe 2 de l'article 32 pourrait laisser entendre que les invitations devraient toujours être formulées en anglais, même si l'entité adjudicatrice estime plus pratique d'utiliser une autre langue.

16. **M. Grand d'Esnon** (France) dit que, en raison du temps limité dont dispose la Commission, la question sous-jacente qui a fait l'objet d'un examen minutieux ne devrait pas être rouverte.

17. **M. D'Allaire** (Canada) suggère que, sous réserve d'en avoir le temps, la Commission aborde les préoccupations des observatrices après l'examen de toutes les propositions du groupe de rédaction.

18. **Le Président** approuve cette suggestion.

19. **M. Phua** (Singapour), soutenu par **M. Li** (Chine), propose que le Guide pour l'incorporation contienne un renvoi à l'article XVII (Transparence) de l'Accord sur les marchés publics de l'OMC de 1994.

20. **Le Président** salue cette proposition.

21. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique), rappelant les discussions du groupe de rédaction, dit que le Guide devrait mentionner la publication par voie électronique.

22. **M. Li** (Chine) dit que le Groupe de travail I devrait peut-être examiner le rôle de l'Internet en matière de transparence.

23. **M. Fruhmman** (Autriche), poursuivant la présentation des propositions du groupe de rédaction, dit que ce dernier suggère de modifier le paragraphe 3 de l'article 24 comme suit: “Sous réserve du paragraphe 4 du présent article ou sauf si elle est divulguée conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 41 de la présente Loi, la partie du procès-verbal visée aux alinéas p) à t) du paragraphe 1 du présent article est communiquée sur demande aux fournisseurs ou entrepreneurs ayant présenté une soumission après qu'ils ont pris connaissance de l'acceptation de la soumission à retenir.”

24. Le groupe de rédaction propose que la deuxième phrase du présent texte soit incluse dans le Guide pour l'incorporation, qui devrait aussi indiquer qu'il reviendrait à l'entité adjudicatrice de signaler aux fournisseurs ou entrepreneurs que des informations fournies par eux ont été divulguées à d'autres.

25. **M. Fruhmman** rappelle, s'agissant de la proposition de modification du paragraphe 3 de l'article 24, qu'il a déjà été décidé que les mots “ainsi qu'au montant des soumissions” seraient supprimés de l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 24.

26. **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat), répondant à une demande d'éclaircissement de **M<sup>me</sup> González Lozano** (Mexique), dit que de l'avis du Secrétariat les deux restrictions mentionnées dans le libellé proposé, à savoir “Sous réserve du paragraphe 4 du présent article ou sauf si elle est divulguée conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 41 de la présente Loi” ne se cumulent pas □ l'une ou l'autre seulement peut s'appliquer. Le Secrétariat estime que la bonne conjonction devrait être “et”, non pas “ou”, de sorte que la formule serait “Sous réserve du paragraphe 4 du présent article et sauf si elle est divulguée...”.

27. **M. Fruhmann** (Autriche), poursuivant la présentation des propositions du groupe de rédaction, dit que ce dernier suggère de supprimer les mots “et précise” de l’alinéa a) du paragraphe 1 de l’article 30, car il a été convenu que l’article 10 exigerait seulement une “description détaillée” et non une “description détaillée et précise” de l’objet du marché.

28. Le groupe de rédaction propose que le début de l’alinéa c) de l’article 36 soit modifié comme suit: “Un résumé des critères et procédures ...”.

29. En réponse à une question posée à ce sujet par **M<sup>me</sup> Nicholas** (Secrétariat), M. Fruhmann dit que le groupe de rédaction n’a pas examiné si, dans l’alinéa c) de l’article 36, le résumé se rapporterait uniquement aux “critères et procédures” ou bien aussi aux “pièces”, mais qu’à son avis il était question des deux.

30. **Le Président** dit que, si l’intention est d’avoir aussi un résumé des pièces, il faudrait ajouter le mot “des” afin d’obtenir le libellé suivant: “un résumé des critères et procédures ... et des pièces ...”.

*La séance est levée à 12 h 30.*